





LE MONDE SELON
l'extrême droite



?

Combien perçoit mensuellement un réfugié (personne isolée) en Belgique ?

a

€ 797,70

b

€ 958,91

c

€ 1244,23

d

€ 1616,45



€ 958,91

Les migrants profiteraient du système et des allocations en Belgique pour se laisser vivre « sur notre compte ». Ils s'en mettraient plein les poches et mèneraient même la grande vie par ici, alors que certains Belges « de souche » peinent à joindre les deux bouts. Fin décembre 2019, une personnalité politique de droite déclarait même « avoir entendu dire » qu'une famille de demandeurs d'asile avait pu s'acheter une maison avec l'arriéré d'allocations familiales perçu après avoir été reconnus comme réfugiés. Ces idées largement répandues ne sont bien sûr pas correctes. Tout d'abord, la procédure pour pouvoir résider légalement sur le sol belge et être reconnu ici comme demandeur d'asile, puis réfugié (et bénéficier alors de revenus de survie), est extrêmement longue, épuisante et fastidieuse. Le délai moyen de traitement d'une procédure d'asile est d'environ 15 mois. Mais pour un certain nombre, cela s'étale sur plusieurs années. Durant cette période d'attente, ces personnes ne perçoivent aucune allocation.

Une fois la reconnaissance comme réfugié acquise, la personne perçoit € 958,91 par mois. Un montant qui ne permet certainement pas d'acheter une maison mais qui permet à peine de payer le loyer d'un deux pièces et de se nourrir. Une réalité bien différente et bien plus dure que ce que les discours d'extrême-droite laissent entendre...



SETCa
FGTB



?

En 2016, quel type de crime a vu son chiffre doubler en Belgique à la suite de la vague migratoire ?

a

Les viols

B

Les meurtres

C

Les vols en tous genres

D

Aucune de ces réponses



**Aucune de
ces réponses**

Il n'y a pas plus de criminels parmi les migrants et les réfugiés que dans le reste de la population. Plusieurs études démontrent clairement qu'il n'y a pas de lien direct entre l'augmentation du nombre de migrants dans un pays ou une région et l'augmentation de la criminalité.

Dans certains cas, on a même constaté que les délits tels que les vols et les meurtres avaient diminué au fur et à mesure que l'immigration augmentait. Lorsque quelqu'un quitte un pays en guerre ou en famine, il veut fuir la violence, le terrorisme, la pauvreté, la peur et la mort. Ils ne sont donc pas ici pour commettre des actes répréhensibles. Ces personnes ont dû tout quitter pour survivre et espèrent, en arrivant dans notre pays, pouvoir retrouver enfin de la dignité et un peu de bien-être. Elles craignent l'expulsion et le retour à une vie insupportable.



SETCa
FGTB



?

La proportion d'hommes isolés parmi les migrants qui arrivent en Belgique se situe entre :

a 90 et 95%

B 80 et 90%

C 65 et 79%

D 30 et 44%



30 et 44%

Certains voient la migration comme une invasion insidieuse et dangereuse. Ils pensent que ce ne sont quasiment que des hommes seuls (dont il vaut mieux se méfier) qui débarquent chez nous, laissant femmes et enfants derrière eux. Il est exact qu'une petite majorité de migrants sont de sexe masculin (entre 30 et 45%). Ce n'est pas illogique.

Bon nombre de ces hommes (jeunes ou moins jeunes) sont des pères de famille qui ont laissé les leurs à contrecœur. Ce sont eux qui ont effectué en premier le lourd et difficile parcours vers l'Europe. Ils ont, pour ce faire, risqué leur vie et souvent dépensé toutes leurs économies. Ils ont l'espoir de s'installer en sécurité quelque part et ensuite de pouvoir introduire une demande de regroupement familial et faire revenir leurs proches par une voie sûre et légale. Il s'agit cependant d'une procédure extrêmement lourde. Ils doivent d'abord obtenir le permis de séjour. Ils doivent ensuite s'acquitter des frais de dossier et respecter un tas de critères et mesures très stricts. C'est tout sauf un long fleuve tranquille.



SETCa
FGTB



?

En 2018, qu'est-ce qui a coûté pas moins de 172 milliard d'euros?

a

Les pensions

B

Les allocations de chômage

C

L'évasion fiscale
des entreprises

D

Les allocations de maladie
et d'invalidité



**L'évasion
fiscale**

Les demandeurs d'emploi (de longue durée) et les malades sont dépeints comme des profiteurs paresseux qui érodent notre sécurité sociale. Rien n'est moins vrai. Une personne qui est en maladie est une personne qui est malade et elle ne peut, hélas, pas y faire grand-chose. C'est mensonger de prétendre que ceux qui cherchent du travail en « faisant de leur mieux », en trouvent. Quand on regarde les dépenses de sécurité sociale dans une perspective internationale, on constate que la Belgique ne dépense pas tant que cela en la matière.

Au lieu de regarder les dépenses, nous devrions plutôt regarder les revenus, son financement. Ces dernières années, ceux-ci ont été systématiquement réduits. Ce qui mine vraiment notre sécurité sociale, ce sont les cadeaux fiscaux aux entreprises. Ceux-ci ont un effet drastique sur la trésorerie en général.

Un exemple : en 2018, 172 milliards (!) d'euros d'évasion fiscale ont été réalisés par les entreprises. En passant, c'est (contrairement à la fraude fiscale) tout à fait légal. En comparaison, en 2018, le gouvernement a versé 113 milliards d'euros de prestations sociales. Un montant total qui comprend même les pensions et les soins médicaux...



SETCa
FGTB



?

Qui est le moins intéressé par le fait de faire carrière ?

a

Les femmes

B

Les hommes

C

Aucun des deux



**Aucun
des deux**

Evidemment, il s'agit de la réponse C ! Même si l'extrême droite n'hésite pas à soutenir que les femmes seraient « moins ambitieuses » et s'intéresseraient à d'autres choses. Le Vlaams Belang a par exemple déjà remplacé une fois ses candidates féminines par des hommes après les élections. Selon eux, les femmes seraient « moins intéressées par la politique ». Toutefois, l'extrême-droite déclare accorder de l'importance à l'égalité hommes-femmes et s'érige régulièrement en défenseur des droits des femmes. Lorsque cela leur convient du moins.

En réalité, il existe un certain nombre de raisons clairement fondées sur des données probantes pour lesquelles les femmes sont toujours sous-représentées à certains niveaux. Les préjugés et les stéréotypes en font partie. Le fait que les anciens modèles soient toujours enracinés en est un autre. En tous cas, il ne s'agit pas d'un manque d'ambition ou de compétences.

Mais il n'y a pas que sur le plan professionnel que l'opinion des partis extrémistes à l'égard des femmes se révèle très conservatrice, voire rétrograde. Lorsqu'il s'agit également de droits des femmes fondamentaux comme le droit à l'avortement, l'extrême-droite se révèle subitement bien moins progressiste. C'est ce que nous avons encore vu récemment lors du vote de la nouvelle loi sur l'avortement...



SETCa
FGTB



? De combien de % Unia a-t-il vu le nombre de dossiers de discrimination à caractère sexuel augmenter sur la période 2014-2019 ?



Certains disent sans scrupule vouloir en revenir au « bon vieux temps », lorsque les hommes étaient soi-disant encore des hommes et les femmes encore des femmes. Les politiques de (d'extrême-) droite postent eux aussi des Tweets qualifiant certaines personnes « d'anormales ».

Il ne s'agit pas de ce qui est normal ou pas, mais de la manière dont nous appréhendons, comme communauté, la diversité existante. L'extrême-droite n'a apparemment aucun problème à défendre également des positions progressistes lorsqu'ils peuvent ce faisant stigmatiser certaines communautés, mais ils véhiculent à côté une vision douteuse, voire carrément haineuse. À entendre certains, les membres de la communauté LGBTQIA+ peuvent s'estimer heureux de bénéficier encore des mêmes droits que tous !

En tant que SETCa, nous nous engageons quoi qu'il en soit pour une égalité totale. Chacun doit être libre d'être lui-même.



SETCa
FGTB



?

D'après un sondage réalisé par Ipsos en 2019, combien de Belges pensent que le réchauffement climatique n'est pas d'origine humaine ?

a

1 Belge sur 20

B

1 Belge sur 15

C

1 Belge sur 10

D

1 Belge sur 4



1 Belge sur 4

Cette idée est également partagée par les partis d'extrême-droite. Ils dénoncent les théories pessimistes des scientifiques et sont convaincus que les nouvelles technologies offriront un jour une solution aux problèmes climatiques. La lutte contre les changements climatiques est considérée comme un frein à l'économie et à l'industrie. Nous ne sommes donc pas les grands méchants. Nous devons continuer à mener notre vie comme nous l'avons toujours fait. Nous devons surtout produire et consommer.

Pour une fois, nous aimerions être d'accord avec l'extrême-droite. Ce serait bien plus facile. Hélas, la Terre se réchauffe bel et bien et nous devons adapter notre manière de produire et de consommer si nous voulons inverser la tendance.

C'est le consensus scientifique à l'échelle mondiale.

Comme syndicat, nous voulons évidemment d'une activité économique. Mais nous devons alors basculer vers un système économique qui préserve le climat.

Nous devons repenser notre production, nos industries et le fonctionnement dans les entreprises. C'est déjà à notre niveau et en unissant nos forces et nos efforts que nous pourrons amorcer enfin une transition écologique durable. Les choix qui sont faits aujourd'hui seront déterminants pour notre avenir, celui de nos enfants et de notre planète.



SETCa
FGFB



LE MONDE SELON l'extrême droite

?

Quelle réalisation sociale a été obtenue (en partie) par l'action syndicale ?

a

Réduction de la durée de travail hebdomadaire à 38h

B

Congés payés

C

Repos du dimanche

D

Allocations familiales obligatoires



Toutes !

Question piège ! Car toutes ces réalisations ont vu le jour notamment grâce à l'action syndicale. C'est grâce aux syndicats qui négocient et mènent des actions que nous pouvons vivre comme nous le faisons. Les organisations syndicales ne voudraient que faire grève, entend-on. Un syndicat se bat chaque jour pour défendre vos droits. Effectivement, cela signifie parfois mener des actions, lorsque cela s'avère nécessaire. Pour pouvoir obtenir sur le terrain les meilleures solutions possibles. Mais les syndicats font bien plus que cela. Au sein de votre entreprise, par exemple, vous pouvez compter sur votre équipe syndicale pour faire respecter les droits de tous les salariés et vous assister en cas de problème. Ils négocient les accords au niveau de l'entreprise.

Les syndicats représentent également la voix des travailleurs aux niveaux supérieurs. Nous négocions au niveau interprofessionnel (dans tous les secteurs) et sectoriel. Ces accords s'appliquent également à toutes les entreprises et institutions concernées. Autrement dit, tout le monde a droit à ces améliorations négociées, même si aucun syndicat n'est présent dans son entreprise.

Une autre idée largement répandue est que les syndicats seraient des profiteurs qui se font de l'argent sur le dos des chômeurs. Certains contestent régulièrement le fait que les organisations syndicales soient en charge du paiement des allocations sociales. La crise du Coronavirus a pour-tant largement démontré que seules les organisations syndicales étaient à même de payer correctement et rapidement les allocations sociales à ceux qui en avaient besoin. Tous les services de la FGTB se sont démenés des mois durant pour assurer le suivi face à l'avalanche de dossiers dans des délais extrêmes. Précisons aussi que les indemnités versées par l'État aux syndicats pour le paiement des allocations de chômage sont deux fois inférieures à celles versées par exemple à la Capac (le quatrième organisme de paiement – qui est indépendant des syndicats).



SETCa
FGTB



LE MONDE SELON l'extrême droite

?

En Belgique, la situation en matière de sécurité sociale est catastrophique. Les flux de solidarité entre régions sont plus déséquilibrés et plus élevés que dans la plupart d'autre pays de l'Union européenne :

a

Vrai

B

Faux



Faux

Avant tout, ce n'est pas une question d'argent qui va d'un endroit à l'autre. C'est une question de solidarité de citoyens en bonne santé envers des citoyens malades, actifs, envers les allocataires, les jeunes, les plus âgés... C'est précisément pour cela que notre sécurité sociale est si importante : il s'agit d'une assurance intergénérationnelle. Même si l'on scindait la sécurité sociale, il resterait donc des transferts. Le but est justement de redistribuer la prospérité que nous créons ensemble. Les transferts font partie de la logique du système proprement dit. Pourtant, ces transferts restent un hit des partis flamands nationalistes et des politiques de droite. L'argent flamand va soi-disant à des profiteurs wallons et bruxellois qui ne contribuent pas à notre sécurité sociale. Ainsi il y aurait une dépendance excessive de la Wallonie au financement par la Flandre, qui nécessiterait selon eux une scission de la sécurité sociale. Le choix de regarder vers la Flandre, la Wallonie et Bruxelles n'est en soi déjà pas neutre. Examinons par exemple la situation par province. Cela permet de constater que le Limbourg « reçoit » presque autant que Namur et le Luxembourg réunis. Le Brabant wallon est, de son côté, le deuxième plus gros « donateur ». Les chiffres révèlent même qu'en Belgique, les flux de solidarité interpersonnelle entre régions sont en réalité très réduits, comparés à ceux qui prévalent dans les autres pays de l'Union européenne. En France, en Allemagne, en Espagne, en Italie, aux Pays-Bas et en Suède par exemple, on observe des flux de solidarité interrégionaux nettement supérieurs à ceux constatés chez nous.



SETCa
FGTB